



# Contrat de réservation des capacités

Conditions générales de la réservation de  
capacités d'infrastructure ferroviaire

**INFR/ABEL**



Le présent contrat de réservation de capacités, ci-après le « Contrat », est conclu entre,

D'une part :

Infrabel, société anonyme de droit public, ayant son siège social Place Marcel Broodthaers, 2 1060 Bruxelles, et inscrite au registre de la BCE sous le numéro 0869.763.267, représentée par [NOM] en qualité de [FONCTION]

Ci-après dénommée « Infrabel »,

Et d'autre part :

[Nom de la société], ayant son siège social [Adresse], inscrit / enregistré [XXX], représenté par [NOM] en qualité de [FONCTION]

Ci-après dénommée le « Candidat non entreprise ferroviaire »,

Infrabel et le Candidat non entreprise ferroviaire étant ensemble dénommés ci-après les « Parties » et individuellement comme une « Partie ».

## Table des matières

PRÉAMBULE.....	4
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA RÉSERVATION DE CAPACITÉS DE L'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE ..	6
Article 1 : Objet du Contrat .....	6
Article 2 : Définitions .....	6
Article 3 : Désignation de la ou des entreprise(s) ferroviaire(s) .....	7
Article 4 : Demande, modification, renonciation, suspension et retrait des capacités .....	8
Article 5 : Communication opérationnelle .....	9
Article 6 : Tarification et facturation des redevances .....	9
6.1 Tarification des redevances.....	9
6.2 Règles générales de facturation .....	9
Article 7 : Sanctions .....	10
Article 8 : Respect de l'horaire .....	10
Article 9 : Responsabilité .....	11
9.1 Responsabilité pour les agents et sous-traitants .....	11
9.2 Responsabilité et dommages .....	11
9.3 Autres actions.....	12
9.4 Accord litige.....	13
Article 10 : Assurance .....	13
Article 11 : Confidentialité.....	13
Article 12 : Durée et fin .....	14
Article 13 : Droit applicable .....	14
Article 14 : Tribunal compétent .....	14
Article 15 : Divers .....	15

CONDITIONS PARTICULIÈRES DE LA RÉSERVATION DE CAPACITÉS DE L'INFRASTRUCTURE FERROVIAIRE .....	16
1. Principe.....	16
2. Service de transport ferroviaire .....	16
3. Services et conditions financières .....	16
3.1 Services couverts par la redevance d'utilisation de l'infrastructure.....	16
3.2 Autres services .....	16
4. Conditions de facturation.....	17
4.1 Adresse de facturation .....	17
4.2 Mode de paiement .....	17
4.3 Délai de paiement .....	17
ANNEXES.....	18

## Préambule

Vu le règlement (UE) 913/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif qui en son article 15 établit la notion de candidat autorisé (lire : candidat non entreprise ferroviaire). Vu que des candidats autres que les entreprises ferroviaires tels que des chargeurs, des transitaires ou des opérateurs de transport combiné peuvent introduire des demandes de capacités de l'infrastructure ferroviaire sur les corridors de fret. Vu l'article 41 de la directive 2012/34/UE du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen qui étend des corridors de fret à l'ensemble du réseau la possibilité de réserver de la capacité pour un candidat non entreprise ferroviaire ;

Vu la loi du 15 juin 2015 modifiant la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire (ci-après « le Code ferroviaire ») qui transpose la notion de candidat non entreprise ferroviaire dans la législation belge - un candidat ne devant plus disposer ni d'une licence, ni d'un certificat de sécurité afin de pouvoir réserver des capacités de l'infrastructure ferroviaire ;

Vu le document de référence du réseau (DRR) publié par Infrabel sur le site Internet [www.infrabel.be](http://www.infrabel.be) qui contient – conformément au Code ferroviaire - un chapitre sur les principes et les critères de répartition des capacités incluant les modalités à suivre par un candidat non entreprise ferroviaire afin de réserver des capacités de l'infrastructure ferroviaire ;

Vu que tout candidat au sens de l'article 3 11° du Code ferroviaire, peut réserver des capacités de l'infrastructure ferroviaire ;

Vu qu'Infrabel, en tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire belge, est chargée d'attribuer les capacités aux candidats;

Vu que le présent Contrat s'applique aux candidats qui ne sont pas des entreprises ferroviaires (ci-après « Candidat non entreprise ferroviaire ») ;

Vu que seules les entreprises ferroviaires satisfaisant aux conditions d'accès énumérées à l'article 7 du Code ferroviaire et ayant conclu un contrat d'utilisation de l'infrastructure ferroviaire avec Infrabel conformément à l'article 23 du Code ferroviaire ont accès à l'infrastructure ferroviaire et peuvent utiliser les capacités attribuées au Candidat non entreprise ferroviaire par le biais du présent Contrat ;

Vu que selon l'article 29 du Code ferroviaire, les capacités attribuées à un Candidat non entreprise ferroviaire ne peuvent être transférées à un autre candidat ou un autre service. Toute transaction relative aux capacités d'infrastructure est interdite et entraîne l'exclusion de l'attribution de capacités pour l'horaire de service en cours. Seule l'utilisation de capacités par l'entreprise ferroviaire désignée pour exercer les activités du Candidat non entreprise ferroviaire n'est pas considérée comme un transfert de capacités.

Vu que selon l'article 28 du Code ferroviaire, Infrabel répartit les capacités disponibles de manière effective et optimale, tant pour des services ferroviaires nationaux qu'internationaux, sur une base équitable et non discriminatoire.

Vu que, s'agissant du réseau ferroviaire belge des corridors de fret au sens du Règlement, le Guichet Unique du corridor pertinent (Corridor One-Stop-Shop) prend une décision sur les demandes de sillons préétablis et de réserves de capacités au nom des gestionnaires de l'infrastructure concernés et en informe ces derniers, en conformité avec les règles applicables, notamment prévues dans le « Corridor Information Document » dudit corridor ;

Les Parties conviennent ce qui suit :

# Conditions générales de la réservation de capacités de l'infrastructure ferroviaire

## Article 1 : Objet du Contrat

1.1 Dans le respect des conditions précisées par le DRR ([www.infrabel.be](http://www.infrabel.be)), le Contrat prévoit les conditions générales et particulières d'ordres administratif, financier et juridique, régissant l'introduction et le traitement des demandes de capacités de l'infrastructure ferroviaire introduites par le Candidat non entreprise ferroviaire sur le réseau ferroviaire belge, ainsi que des autres services fournis par Infrabel.

1.2. Le Contrat comprend deux parties :

- la première partie, constituée des présentes conditions générales, qui est commune à tous les candidats non entreprises ferroviaires,
- la seconde partie, constituée par les conditions particulières, qui est propre à la situation particulière du Candidat non entreprise ferroviaire.

Les deux parties sont indissociables et forment ensemble le Contrat.

1.3 Infrabel fournit au Candidat non entreprise ferroviaire les capacités de l'infrastructure ferroviaire et les autres services, dans les conditions prévues au Contrat et au DRR.

## Article 2 : Définitions

Capacité de l'infrastructure ferroviaire, ci-après « capacité »	de	La disponibilité permettant de programmer des sillons sollicités pour un segment de l'infrastructure ferroviaire pendant une certaine période.
Document de référence réseau ou DRR	de	Le document publié sur le site Internet <a href="http://www.infrabel.be">www.infrabel.be</a> et qui précise, de manière détaillée, la description du réseau, les règles générales pour y circuler, les délais, les procédures et les critères relatifs aux systèmes de tarification et de répartition des capacités de l'infrastructure ferroviaire ; ce document contient aussi toutes les autres informations nécessaires pour permettre l'introduction de demandes de capacités de l'infrastructure ferroviaire.
Entreprise ferroviaire		Toute entreprise à statut privé ou public et titulaire d'une licence conformément à la législation européenne applicable, dont l'activité principale est la fourniture de prestations de transport de marchandises et/ou de voyageurs par chemin de fer, la traction devant obligatoirement être assurée par cette entreprise. Ce terme recouvre également les entreprises qui assurent uniquement la traction.

Entreprise Ferroviaire Désignée	L'entreprise ferroviaire désignée par le Candidat non entreprise ferroviaire conformément aux termes du Contrat, comme étant celle qui utilisera les capacités attribuées au Candidat non entreprise ferroviaire et le cas échéant, les autres services réservés par celui-ci.
Horaire de service	Les données définissant tous les mouvements programmés des trains et du matériel roulant, sur l'infrastructure ferroviaire concernée, pendant la période de validité de cet horaire.
Règlement	Règlement (UE) N°913/2010 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relatif au réseau ferroviaire européen pour un fret compétitif.
Répartition	L'affectation par le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire des capacités de l'infrastructure ferroviaire.
Services	Les services visés au DRR fournis par Infrabel.
Sillon	La capacité de l'infrastructure ferroviaire requise pour faire circuler un train d'un point à un autre au cours d'une période donnée.
Sillon-jour	Sillon pour un jour calendrier donné.
Sillon Préétabli	Sillon préétabli sur un corridor de fret ferroviaire, conformément au Règlement. Un sillon préétabli peut être attribué sur tout le corridor ou sur des sections de celui-ci franchissant une ou plusieurs frontières.
Réserve de capacité	Capacité qui a été gardée disponible pendant l'horaire de service en cours pour les besoins du marché ad hoc, conformément à l'article 14§5 du Règlement.
Organe de contrôle	Le Service de Régulation du Transport ferroviaire et de l'Exploitation de l'Aéroport de Bruxelles-National, tel que désigné en application du Code ferroviaire en tant qu'autorité de régulation économique du transport ferroviaire.

### Article 3 : Désignation de la ou des entreprise(s) ferroviaire(s)

3.1 Par un « contrat de désignation » conclu entre le Candidat non entreprise ferroviaire et l'Entreprise Ferroviaire Désignée, le Candidat non entreprise ferroviaire désigne l'entreprise ferroviaire qui utilisera la capacité attribuée au Candidat non entreprise ferroviaire ainsi que le cas échéant, les autres services choisis par le Candidat non entreprise ferroviaire sur la base du contrat de réservation des capacités.

Le Candidat non entreprise ferroviaire a seul la charge de la désignation de l'entreprise ferroviaire.



Le Candidat non entreprise ferroviaire peut conclure plusieurs contrats de désignation.

3.2 Le Candidat non entreprise ferroviaire communique à Infrabel le nom de l'Entreprise Ferroviaire Désignée pour chaque sillon-jour, dans les délais et les conditions repris dans le DRR.

3.3. Le Candidat non entreprise ferroviaire peut désigner pour l'utilisation de ses capacités, une seule Entreprise Ferroviaire par sillon-jour.

Le Candidat non entreprise ferroviaire peut changer l'Entreprise Ferroviaire Désignée en désignant, à sa place, une nouvelle entreprise ferroviaire et en le communiquant à Infrabel au plus tard 7 jours calendrier avant le sillon-jour.

3.4 Sans préjudice du droit pour le Candidat non entreprise ferroviaire de modifier l'Entreprise Ferroviaire Désignée dans la limite des délais repris à l'article 3.3 du présent Contrat, les capacités ne peuvent pas être utilisées par une autre entreprise ferroviaire que celle que le Candidat non entreprise ferroviaire a désignée conformément aux termes du Contrat pour l'exercice de ses activités.

3.5 Pour les sillons préétablis et les réserves de capacités du corridor de fret concerné, les règles prévues dans le Corridor Information Document sont applicables.

## **Article 4 : Demande, modification, renonciation, suspension et retrait des capacités**

4.1 Toute demande de capacités de l'infrastructure par le Candidat non entreprise ferroviaire se fait conformément aux règles prévues au DRR.

4.2 Le Candidat non entreprise ferroviaire a le droit de modifier les capacités de l'infrastructure qui lui sont attribuées conformément aux principes prévus au DRR. Le Candidat non entreprise ferroviaire peut renoncer à l'utilisation de tout ou partie des capacités de l'infrastructure attribuées conformément au DRR.

Les capacités rendues disponibles suite aux modifications apportées par le Candidat non entreprise ferroviaire ou suite à sa renonciation peuvent être réattribuées par Infrabel.

4.3 Infrabel peut suspendre ou retirer le droit d'utiliser la capacité attribuée ou modifier la capacité, dans les conditions et selon les règles prévues au DRR.

Les perturbations qui affectent les circulations ne donnent droit à aucune indemnisation du Candidat non entreprise ferroviaire détenteur des capacités par Infrabel.

4.4 Le Candidat non entreprise ferroviaire peut mandater l'Entreprise Ferroviaire Désignée pour traiter avec Infrabel toute demande de modification ou de renonciation concernant les capacités de l'infrastructure attribuées au Candidat non entreprise ferroviaire.

Toute demande de modification ou de renonciation introduite par l'Entreprise Ferroviaire Désignée mandatée par le Candidat non entreprise ferroviaire est réputée faite par le Candidat non entreprise ferroviaire.

Le Candidat non entreprise ferroviaire peut révoquer le mandat octroyé à l'Entreprise Ferroviaire Désignée à tout moment.

4.5 Le Candidat non entreprise ferroviaire met à disposition d'Infrabel, en temps utile, les informations utiles au traitement par Infrabel de sa demande de capacités, de la modification ou de la renonciation de la capacité attribuée, conformément au DRR.

## Article 5 : Communication opérationnelle

5.1 Infrabel met à disposition du Candidat non entreprise ferroviaire, en temps utile, toute information nécessaire à la mise en œuvre ou à l'exploitation du service pour lequel les capacités ont été accordées. Cette information peut porter sur :

- Les modifications importantes concernant la qualité ou la capacité de l'infrastructure utilisée ;
- La suspension ou le retrait de capacités dans les conditions prévues au DRR ;
- La modification de capacités, dans les conditions prévues au DRR.

5.2 Le Candidat non entreprise ferroviaire peut mandater l'Entreprise Ferroviaire Désignée pour recevoir les communications couvertes au point 5.1. Si le Candidat non entreprise ferroviaire décide de mandater l'Entreprise Ferroviaire Désignée, il doit le notifier par courrier électronique à Infrabel. Le mandat prendra effet dans les cinq jours ouvrables à dater de la notification. Le cas échéant, le Candidat non entreprise ferroviaire peut préciser à Infrabel durant quel(s) jour(s) de la semaine et quelle(s) plage(s) horaire(s) le mandat a cours.

Toute communication entre Infrabel et l'Entreprise Ferroviaire Désignée mandatée par le Candidat non entreprise ferroviaire est réputée transmise par cette dernière au Candidat non entreprise ferroviaire.

Le Candidat non entreprise ferroviaire peut révoquer le mandat octroyé à l'Entreprise Ferroviaire Désignée à tout moment. Cette révocation prendra effet au plus tard cinq jours ouvrables après sa notification à Infrabel par courrier électronique.

5.3 Toute communication en lien avec l'utilisation de l'infrastructure et la sécurité s'opère exclusivement entre Infrabel et l'Entreprise Ferroviaire Désignée et est réputée faite simultanément au Candidat non entreprise ferroviaire, sans que celui-ci puisse se prévaloir d'une quelconque ignorance de ce fait. Le Candidat non entreprise ferroviaire fera son affaire personnelle d'obtenir de l'Entreprise Ferroviaire Désignée qu'elle l'informe en temps utile de toute communication qui lui serait faite par Infrabel en ce domaine.

## Article 6 : Tarification et facturation des redevances

### 6.1 Tarification des redevances

Le Candidat non entreprise ferroviaire paie à Infrabel les redevances liées à la capacité attribuée et le cas échéant aux autres services, telles que décrites au DRR. Au surplus, les modalités de paiement sont précisées dans les conditions particulières.

Une avance mensuelle est due par le Candidat non entreprise ferroviaire, pour les services tels que décrits aux conditions particulières.

Infrabel calcule le total des redevances dues à la fin de chaque mois en tenant compte des avances déjà perçues.

Les règles de tarification applicables en cas de suspension ou retrait de la capacité par Infrabel, en cas de modification ou de renonciation à la capacité par le Candidat non entreprise ferroviaire, ou en cas de restriction ou perturbation affectant les circulations, sont prévues dans le DRR.

### 6.2 Règles générales de facturation

#### 6.2.1 Contestation de la facture

La notification d'une contestation de la facture (ou d'un ou plusieurs éléments de celle-ci) n'a pas pour effet de suspendre l'obligation de régler l'intégralité des sommes facturées dans les délais requis.

#### 6.2.2 Conditions de facturation

Le Candidat non entreprise ferroviaire précise dans les conditions particulières une adresse de facturation et indique le mode de paiement choisi. Le Candidat non entreprise ferroviaire notifie à Infrabel tout changement d'adresse de facturation ou de modalité de paiement. Le changement prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la notification à Infrabel.

#### 6.2.3 Défaut de paiement

A défaut de paiement intégral dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, les sommes dues sont majorées de plein droit des intérêts légaux conformément aux conditions précisées au DRR.

Au montant des intérêts s'ajoute un montant fixe de 100 euros hors taxe pour frais de dossier.

En cas de retard de paiement pour deux échéances successives des factures relatives à la redevance d'utilisation de l'infrastructure, Infrabel peut, en outre, décider de supprimer la jouissance des capacités attribuées au Candidat non entreprise ferroviaire.

Infrabel exercera, par toutes voies de droit, le recouvrement des sommes dues à l'encontre du Candidat non entreprise ferroviaire.

### Article 7 : Sanctions

7.1 En cas de manquement à l'article 3, la jouissance des capacités pourra être refusée par Infrabel de plein droit et sans mise en demeure préalable, à tout moment, et ce sans préjudice du droit pour Infrabel de réclamer les pénalités pour l'annulation des capacités par le Candidat non entreprise ferroviaire telles que prévues au DRR.

7.2 Tout manquement à l'article 3.2 est réputé constituer une renonciation au sillon-jour par le Candidat non entreprise ferroviaire. Ce sillon-jour est donc annulé.

Le Candidat non entreprise ferroviaire est redevable du montant de la redevance calculée en application du DRR, pour le sillon-jour ainsi annulé sans préjudice du droit pour Infrabel de réclamer la réparation de son éventuel dommage consécutif au manquement.

7.3 Aux cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le Candidat non entreprise ferroviaire ne pourra faire valoir aucune indemnisation du fait de l'annulation encourue.

Les capacités concernées sont alors réputées de nouveau disponibles.

### Article 8 : Respect de l'horaire

Hormis en cas de dol, les Parties ne peuvent prétendre, l'une envers l'autre et réciproquement, à une quelconque indemnisation des préjudices qu'elles pourraient subir du fait de retards dans la circulation des trains, et ce quelle qu'en soit l'origine, y compris en cas de faute lourde.

En conséquence, Infrabel et le Candidat non entreprise ferroviaire supporteront seuls leurs coûts et préjudices liés à un tel retard et renoncent l'un envers l'autre à toute action en justice de ce fait.

## Article 9 : Responsabilité

### 9.1 Responsabilité pour les agents et sous-traitants

Chacune des Parties répond de ses agents et de ses sous-traitants.

L'entreprise ferroviaire désignée par le Candidat non entreprise ferroviaire n'est pas son sous-traitant.

### 9.2 Responsabilité et dommages

9.2.1 Chacune des Parties est responsable des dommages directs suivants causés à l'autre Partie, par l'exécution de ses obligations prévues au présent Contrat, sans préjudice des dispositions du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure conclu entre l'Entreprise Ferroviaire Désignée et Infrabel :

- Des dommages corporels (mort, blessure ou toute autre atteinte à l'intégrité physique ou psychique) ;
- Des dommages matériels (destruction ou avarie des biens mobiliers et immobiliers).

Chacune des Parties est déchargée de cette responsabilité :

- Si le dommage est causé par la force majeure ou le cas fortuit ;
- Si le dommage est causé par la faute de l'autre Partie ou des personnes dont elle répond au sens du Contrat.

9.2.2 En cas de responsabilité telle que prévue au présent article, les indemnisations sont versées conformément aux articles 9.2.3 à 9.2.9.

#### 9.2.3 Indemnisation en cas de mort

- En cas de mort, l'indemnisation comprend :
  - a) les frais inévitables consécutifs au décès, notamment ceux du transport de la dépouille et de sa remise ;
  - b) si la mort n'est pas survenue immédiatement, l'indemnisation prévue à l'article 9.2.4.
- Si, par la mort, des personnes envers lesquelles la personne décédée avait ou aurait eu à l'avenir une obligation en aliments en sont privées, il y a également lieu de les indemniser de cette perte. L'action en indemnisation des personnes, dont la personne décédée assumait l'entretien sans y être tenue par la loi, reste soumise au droit belge.

#### 9.2.4 Indemnisation en cas de blessures

En cas de blessures ou de toute autre atteinte à l'intégrité physique ou psychique, l'indemnisation comprend :

- a) les frais nécessaires, notamment ceux de traitement et de transport ;
- b) la réparation du préjudice causé, soit par l'incapacité de travail totale ou partielle, soit par l'accroissement des besoins.

#### 9.2.5 Réparation d'autres préjudices corporels

Le droit belge détermine si, et dans quelle mesure le gestionnaire de l'infrastructure ou le Candidat non entreprise ferroviaire doivent indemniser pour des préjudices corporels autres que ceux prévus aux articles 9.2.3 et 9.2.4.

#### 9.2.6 Forme et montant des dommages-intérêts en cas de mort et de blessures

- a. Les indemnisations prévues à l'article 9.2.3 b) et à l'article 9.2.4 b) doivent être allouées sous forme de capital. Toutefois, si le droit belge autorise l'allocation d'une rente, elles sont

allouées sous cette forme lorsque la personne lésée ou les ayants droit visés à l'article 9.2.3 b) le demandent ;

- b. Le montant des indemnités à octroyer en vertu de l'article 9.2.6 a) est déterminé selon le droit belge.

#### 9.2.7 Déchéance du droit d'invoquer les limites de responsabilité

Les limites de responsabilité prévues dans le présent accord ainsi que les dispositions du droit belge, qui limitent les indemnités à un montant déterminé, ne s'appliquent pas s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'un manquement que l'auteur du dommage a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement.

#### 9.2.8 Conversion et intérêts

- a. Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d'après le cours au jour et lieu du paiement de l'indemnité.
- b. L'ayant droit peut demander des intérêts de l'indemnité, calculés à raison de cinq pour-cent l'an, à partir du jour de l'ouverture d'une procédure de conciliation, du recours au tribunal arbitral prévu au Titre V de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires du 9 mai 1980 (dans la teneur du protocole de modification du 3 juin 1999) ou de la demande en justice.

#### 9.2.9 Responsabilité en cas d'accident nucléaire

Le gestionnaire de l'infrastructure et le Candidat non entreprise ferroviaire sont déchargés de la responsabilité qui leur incombe en vertu du présent accord lorsque le dommage a été causé par un accident nucléaire et qu'en application des lois et prescriptions d'un Etat réglant la responsabilité dans le domaine de l'énergie nucléaire, l'exploitant d'une installation nucléaire ou une autre personne qui lui est substituée est responsable de ce dommage.

9.2.10 Lorsque des causes imputables à Infrabel et des causes imputables au Candidat non entreprise ferroviaire ont contribué au dommage, chaque Partie ne répond du dommage que dans la mesure où les causes qui lui sont imputables ont contribué au dommage.

S'il est impossible de constater dans quelle mesure les causes respectives ont contribué au dommage, chaque partie supportera le dommage qu'elle a subi.

### 9.3 Autres actions

9.3.1 Dans tous les cas où le Contrat s'applique, toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée contre Infrabel ou contre le Candidat non entreprise ferroviaire que dans les conditions et limitations du Contrat.

Il en est de même pour toute action exercée contre les sous-traitants dont Infrabel ou le Candidat non entreprise ferroviaire répondent en application du présent article, sans préjudice de l'application du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure entre Infrabel et l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

9.3.2 Dans le cas où, suite à une erreur ou absence de communication dans le chef du Candidat non entreprise ferroviaire envers Infrabel, l'indemnisation visant à couvrir en tout ou en partie le préjudice subi par le Candidat non entreprise ferroviaire serait versée par Infrabel à l'Entreprise Ferroviaire Désignée, le Candidat non entreprise ferroviaire fait son affaire personnelle de régler avec l'Entreprise Ferroviaire Désignée les conditions et modalités d'un partage entre eux ou d'une rétrocession de

l'indemnisation versée par Infrabel ; Infrabel restant totalement étrangère à cet accord et à tout autre accord conclu entre le Candidat non entreprise ferroviaire et l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

Par ailleurs, le Candidat non entreprise ferroviaire ne peut réclamer à Infrabel pour un même dommage une indemnisation due par Infrabel qu'il aurait déjà réclamée et obtenue par l'intermédiaire de l'Entreprise Ferroviaire Désignée. Dans ce cas, même si l'indemnité devait avoir été versée en sus au Candidat non entreprise ferroviaire par Infrabel, Infrabel pourrait alors en exiger le remboursement auprès du Candidat non entreprise ferroviaire.

9.3.3 Les Parties se garantissent l'une envers l'autre et réciproquement, contre toute réclamation, toute demande, tout recours relatif au Contrat de la part de tout tiers ou de toute personne dont elles répondent.

9.3.4 En vertu du principe de non-discrimination entre tous les candidats, le Candidat non entreprise ferroviaire ne peut en aucune façon faire valoir vis-à-vis d'Infrabel davantage de droits par rapport à la réservation des capacités de l'infrastructure que ceux qui sont accordés aux entreprises ferroviaires en vertu du Contrat d'Utilisation de l'Infrastructure.

## 9.4 Accord litige

Sauf clause contraire stipulée dans les conditions particulières, chaque partie renonce à faire valoir vis-à-vis de l'autre les réclamations pour des dommages relevant d'un même événement qui sont inférieurs à 2500 euros.

## Article 10 : Assurance

Il revient au Candidat non entreprise ferroviaire de décider, sous sa propre responsabilité, de se couvrir par une police d'assurance couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité envers Infrabel, telle que visée à l'article 9, et ce pour toute la durée du Contrat.

Le Candidat non entreprise ferroviaire est invité à fournir une preuve ou copie de la police d'assurance qu'il aurait souscrite à Infrabel et à l'informer de tout changement significatif (suspension, résiliation, ...).

## Article 11 : Confidentialité

Chaque Partie s'engage à traiter avec toute la confidentialité requise et à ne pas communiquer à des tiers, toute information inhérente et afférente au Contrat échangée entre les Parties ou obtenue de l'une d'elles et que la Partie émettrice qualifie de confidentielle et/ou qui doit être considérée comme confidentielle conformément aux lois et règlements en vigueur, sauf lorsqu'il est satisfait à une des conditions suivantes :

- Si une Partie est appelée à déposer devant un tribunal ou dans ses relations avec les autorités de contrôle du marché ferroviaire ou d'autres autorités administratives ;
- En cas d'accord écrit de la Partie dont émane l'information confidentielle ;
- Pour ce qui concerne Infrabel, en concertation avec les gestionnaires d'autres réseaux ou dans le cadre de contrats et/ou de règles avec des gestionnaires de réseaux étrangers et pour autant que le destinataire de cette information s'engage à lui conférer le même degré de confidentialité ;
- Si l'information est facilement ou normalement accessible ou si elle est disponible au public ;
- Lorsque la communication faite par une Partie est indispensable pour des raisons techniques ou de sécurité, entre autres pour des sous-traitants et/ou leurs salariés et/ou leurs

représentants, pour autant que ces destinataires soient liés par des règles de confidentialité qui garantissent adéquatement la confidentialité de l'information.

Les conditions particulières du Contrat sont réputées confidentielles.

Les Parties acceptent de ne pas invoquer la confidentialité des données entre elles ni à l'égard de l'Entreprise Ferroviaire Désignée.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur durant les cinq années qui suivront l'expiration du Contrat.

## Article 12 : Durée et fin

12.1 Le Contrat est conclu pour une période horaire et renouvelé tacitement.

Chacune des Parties peut mettre fin au Contrat par lettre recommandée notifiée au plus tard 3 mois avant l'issue de la période horaire en cours. La reconduction tacite du Contrat ne préjuge pas de l'obligation, pour le Candidat non entreprise ferroviaire, d'introduire pour chaque période horaire une nouvelle demande de capacités selon les modalités prévues dans ce Contrat et dans le DRR, et de désigner en toutes circonstances une entreprise ferroviaire pour utiliser les capacités, tel qu'il est prévu au Contrat.

12.2 Cependant, le Contrat sera résilié de plein droit lorsque le Candidat non entreprise ferroviaire perd ce statut, tel que prévu par le Code ferroviaire, à savoir :

dans une situation où des circonstances objectives révèlent que le Candidat non entreprise ferroviaire n'a manifestement plus un intérêt commercial ou public à la poursuite du Contrat ;

dans la situation où le Candidat non entreprise ferroviaire obtient une licence d'entreprise ferroviaire au sens du Code ferroviaire. Le Candidat non entreprise ferroviaire prévient Infrabel lorsqu'il introduit une demande d'obtention de licence d'entreprise ferroviaire.

Le Contrat sera également résilié de plein droit lorsqu'une des parties se trouve en situation de faillite ou de réorganisation judiciaire. La Partie qui cause la résolution du présent Contrat est responsable envers l'autre Partie des dommages consécutifs, et ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la résiliation.

Infrabel se réserve le droit de retirer la capacité attribuée :

suite au manquement grave ou répété à l'une des obligations du Contrat ;

suite au défaut de paiement des avances mensuelles de la redevance d'utilisation durant deux échéances successives.

## Article 13 : Droit applicable

Le Contrat est soumis au droit belge.

## Article 14 : Tribunal compétent

En cas de litige relatif au Contrat et aux droits et obligations en résultant, leur formation, leur exécution, et leur extinction, les Parties négocieront de bonne foi pour tenter d'aboutir à un accord à l'amiable.

Si un tel accord n'aboutit pas dans un délai de deux mois après la naissance du litige, chacune des Parties pourra soumettre le litige à la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de Bruxelles, sans préjudice des compétences attribuées par la loi à d'autres organes.

## Article 15 : Divers

15.1 En cas d'incompatibilité entre une clause des conditions générales et une clause des conditions particulières, cette dernière l'emporte.

15.2 La nullité ou la non application d'une clause du Contrat n'affecte pas la validité des autres clauses du Contrat. En cas de nullité ou d'inapplication d'une clause du Contrat, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi de manière à la remplacer par une disposition valable ou d'application équivalente.

15.3 Le retard ou le fait de ne pas exiger l'exécution d'un droit ou d'un recours en vertu du Contrat, ne constitue pas une renonciation au droit d'exiger une telle exécution, ou au droit d'exercer ce recours.

15.4 Infrabel a le droit d'adapter ce Contrat en conformité avec la réglementation si cela est rendu nécessaire à la gestion de l'infrastructure ferroviaire belge, en fonction des modifications de la réglementation applicable ou en fonction des recommandations ou injonctions qu'elle reçoit des autorités de contrôle (notamment et y compris l'Organe de contrôle). Infrabel notifiera par écrit immédiatement ces changements au Candidat non entreprise ferroviaire. Si, dans une période de trente (30) jours à partir de cette notification écrite, le Candidat non entreprise ferroviaire l'informe qu'il ne peut accepter les changements, le Candidat non entreprise ferroviaire dispose de la faculté de résilier le Contrat de plein droit au moyen d'une simple notification, sans intervention du Tribunal, sans préavis ni indemnité. En l'absence de réponse du Candidat non entreprise ferroviaire endéans la période de trente (30) jours susmentionnée, le Candidat non entreprise ferroviaire est présumé avoir accepté ces modifications.

15.5 Les avenants du Contrat de réservation des capacités n'ont force obligatoire que s'ils ont été convenus par écrit et annexés au contrat de réservation des capacités.

15.6 Le Contrat est conclu entre des co-contractants indépendants, gardant l'entière responsabilité de leurs activités propres. Chacun doit faire face à l'ensemble des obligations pesant sur lui du fait de ses activités, qu'elles se développent dans le cadre du Contrat ou autrement et en conséquence aucun des deux co-contractants ne saurait être tenu des dettes ou obligations de l'autre.

A l'exception de ce qui y est stipulé autrement, aucune stipulation du Contrat ne crée ou ne concède de droits ou autres privilèges en faveur de tiers. A l'exception de ce qui est stipulé autrement dans le Contrat, aucune stipulation du Contrat ne crée aucun mandat, contrat de représentation, partenariat ni joint-venture entre les co-contractants.

15.7 Le Contrat n'emporte aucune renonciation d'Infrabel aux droits qui lui sont conférés par le Code ferroviaire, le DRR et le Règlement.

15.8 Le présent contrat remplace les éventuels contrats précédents conclus entre les parties ayant le même objet.

15.9 Ce Contrat est d'application dès la date de signature des Parties.



# Conditions particulières de la réservation de capacités de l'infrastructure ferroviaire

## 1. Principe

Les présentes conditions particulières forment avec les conditions générales le contrat de réservation des capacités entre Infrabel et Candidat non entreprise ferroviaire.

## 2. Service de transport ferroviaire

Le transport ferroviaire concerné est relatif au : [Transport national/international de voyageurs/marchandises.]

## 3. Services et conditions financières

### 3.1 Services couverts par la redevance d'utilisation de l'infrastructure

Le calcul et la perception des redevances d'utilisation de l'infrastructure sont décrits dans le DRR (y compris ses annexes).

Une avance mensuelle est due par le Candidat non entreprise ferroviaire. Cette avance est calculée sur la base de la prévision du trafic pour l'horaire de service concerné.

Les montants des avances (montants hors TVA) ainsi que les dates de facturation et de paiement sont repris dans un tableau annexé au présent Contrat.

Ce tableau peut être revu par Infrabel, éventuellement suite à la demande du Candidat non entreprise ferroviaire s'il s'avère que la quantité de sillons consommée par le Candidat non entreprise ferroviaire croît ou décroît pendant la durée du Contrat.

L'avance liée à la redevance d'utilisation de l'infrastructure (hors utilisation du système d'alimentation électrique pour le courant de traction) doit être payée le 20 du mois précédant le mois de circulation concerné.

Infrabel établit mensuellement les factures de régularisation relatives à la redevance. Pour ce faire, elle se base sur l'utilisation réelle et tient compte des avances déjà payées.

Infrabel envoie également une facture pro forma détaillée 5 jours avant l'envoi de la facture officielle. Le Candidat non entreprise ferroviaire dispose de 5 jours pour transmettre ses remarques à Infrabel. Si Infrabel n'a pas reçu des remarques endéans les 5 jours, elle impute au Candidat non entreprise ferroviaire le montant total de la facture pro forma. Si le Candidat non entreprise ferroviaire a communiqué des remarques, Infrabel n'impute que la partie non contestée. Après réception de la facture, le Candidat non entreprise ferroviaire dispose de 30 jours pour la régler.

L'avance liée à l'utilisation du système d'alimentation électrique pour le courant de traction doit être payée selon les dispositions reprises dans le DRR (y compris ses annexes).

### 3.2 Autres services

Les autres services offerts aux candidats non entreprises ferroviaires sont les services « Your XXL » et « Your Power ».

Les modalités pour la demande de ces services, ainsi que le calcul et la perception des redevances y afférentes sont décrits dans le DRR (y compris ses annexes).

## 4. Conditions de facturation

### 4.1 Adresse de facturation

Les factures d'Infrabel sont envoyées à l'adresse suivante :

[*NOM Candidat non entreprise ferroviaire*]

[*Service*]

[*Rue*]

[*Code postal – Commune*]

Et par email aux adresses suivantes : [*adresses e-mail*]

### 4.2 Mode de paiement

Le paiement est effectué par virement bancaire.

### 4.3 Délai de paiement

Toute facture émise par Infrabel est payable endéans les 30 jours calendrier sur le numéro de compte suivant :

**Bpost bank: 679-0023037-48**

**IBAN: BE11 6790 0230 3748**

**BIC: PCHQBEBB**

## Annexes

1 Avances liées aux redevances

2 Attestations d'assurance ou mesures équivalentes

3 Déclaration sur l'honneur – mesures de soutien

Fait à Bruxelles en deux exemplaires, le

20XX

Ann BILLIAU  
Chief Client Officer  
Infrabel Customer & Business Excellence

[*NOM CEO*]  
CEO  
[*NOM Candidat non entreprise ferroviaire*]